

Le très hon. M. Gardiner: Elle augmente constamment.

Le très hon. M. Howe: Et voici le point qui devrait intéresser le plus les honorables députés qui ont exprimé leur pessimisme ce soir: En 1953-1954, jusqu'au 15 mai, le commerce mondial s'est établi à 496 millions de boisseaux et, jusqu'ici, notre part a été de 196 millions de boisseaux, soit 39.5 p. 100. Autrement dit, pour ce qui est de notre part du marché mondial, la situation n'a jamais été plus favorable.

M. Argue: Le ministre peut-il décomposer ces chiffres à partir du début de cette année?

Le très hon. M. Howe: Le député veut-il dire par mois?

M. Argue: Non, je voudrais le pourcentage. Le ministre nous a donné le chiffre du commerce général du blé pour la présente année-récolte jusqu'à date. Peut-il nous indiquer quelle a été notre part du marché mondial au cours d'un mois récent?

Le très hon. M. Howe: Ma foi, les chiffres que j'ai cités portent sur la période allant du premier juillet 1953 au 15 mai 1954; vous faut-il des chiffres plus récents?

M. Argue: Le ministre peut-il nous citer des chiffres pour une période de quatre mois. A-t-il les chiffres relatifs aux quatre derniers mois, au mois dernier ou aux deux derniers mois?

Le très hon. M. Howe: J'ai déjà dit maintes fois à la Chambre des communes que les données concernant les exportations d'un mois indiquent très peu de chose. J'ai vu des gens employer ces chiffres au cours d'une campagne électorale et, avant la fin de cette campagne, ils regrettaient de les avoir utilisés, car le mois suivant différerait du tout au tout.

M. Argue: N'est-il pas vrai que la tendance est à la baisse?

Le très hon. M. Howe: "La tendance est à la baisse!" Quoi? Mais notre proportion du commerce mondial est à son point le plus élevé depuis dix ans.

M. Argue: Commerce plutôt faible!

Le très hon. M. Howe: "Commerce plutôt faible" dites-vous? Mais, cette année, tous les pays ont eu une bonne récolte; nous n'y pouvons rien.

On dit que nous perdons notre rang au Royaume-Uni. La statistique officielle, publiée par le Royaume-Uni, indique les importations suivantes de blé canadien comparativement à celles d'autres sources au cours de la période comprise entre le 1^{er} août 1953 et

le 30 avril 1954. Je remonterai tout d'abord à 1951-1952. Au cours de ces deux mois de cette année-là, la Grande-Bretagne a importé 2,949,155 tonnes fortes et la part du Canada, cette année-là, a été de 1,820,273 tonnes fortes ou 61.7 p. 100 de toutes les importations. Au cours de la même période 1952-1953, l'Angleterre a importé 2,487,482 tonnes fortes, dont 1,565,969, soit 63 p. 100 ont été fournies par le Canada. En 1953-1954, jusqu'au 30 avril, la Grande-Bretagne a importé 2,521,680 tonnes fortes, et la part du Canada a été durant cette période, 1,545,949 tonnes fortes. Ainsi, 61.3 p. 100 des exportations totales comparativement à 38.7 p. 100 qu'ont fourni les autres pays du globe.

Je crois avoir démontré que non seulement nous avons tenu notre rang sur les marchés mondiaux, non seulement nous avons maintenu notre pourcentage au niveau le plus élevé que nous ayons atteint au cours des dix dernières années, mais nous avons également approché de bien près le plus haut pourcentage de nos ventes à l'Angleterre, soit 61.3 p. 100 de tout le blé importé par la Grande-Bretagne.

Pourquoi cette réduction de prix s'est-elle produite? Je serais porté à croire, d'après les discours que j'ai entendus ce soir, que ce chiffre de \$1.88½ pour Vancouver et de \$1.82½ pour Fort-William est magique. Pourquoi ce chiffre serait-il plus impressionnant que les chiffres d'il y a huit ou neuf mois? Le blé se vendait alors près de \$2. Puis, il s'est vendu \$1.98, \$1.96, \$1.95 et, enfin, il a fléchi à \$1.88 où nous l'avons maintenu quelque temps. Pourquoi ne pas le maintenir toujours à ce niveau? Malheureusement, nous avons affaire à un monde où règne la concurrence. Le commerce mondial du blé a déjà été entre les mains des gouvernements. Il ne l'est plus au même degré aujourd'hui. J'imagine que la moitié du blé écoulé aujourd'hui sur le marché mondial est acheté en ce moment par le commerce privé. Ces acheteurs privés achètent leur blé au plus bas prix possible, compte tenu de la qualité. Les États-Unis et nous-mêmes avons constaté que nos prix devenaient hors de proportion avec les prix demandés surtout par les pays de l'hémisphère sud qui viennent de moissonner leur récolte et sont d'ardents concurrents.

Il s'agissait de savoir si nous allions laisser le champ libre à ces pays en nous contentant d'attendre qu'ils aient écoulé leurs récoltes. Nos deux pays sont d'avis qu'ils ne peuvent se permettre une telle attitude dans les circonstances. Le problème a été discuté. On est tombé d'accord sur les faits quant à la concurrence sur les marchés mondiaux. Chacun des deux pays s'est alors retiré à l'écart pour décider par lui-même de la ligne de